

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

TCHAD : SIX SOLDATS TUÉS PAR DES JIHADISTES DE BOKO HARAM

Six soldats tchadiens ont été tués dans une embuscade de Boko Haram dans la région du lac Tchad, où les jihadistes multiplient les attaques meurtrières contre les civils et les forces de sécurité, a annoncé hier l'armée tchadienne. Cette vaste étendue d'eau et de marécages parsemée d'îlots habités sert de repaire à ce groupe dissident du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap).

RDC : ÉVASION MAS-SIVE À LA PRISON DE BENI, L'EI REVENDIQUE L'ATTAQUE

Des centaines de prisonniers se sont enfuis mardi de la prison de Beni, dans l'Est de la République démocratique du Congo, après une attaque attribuée au groupe armé ADF et revendiquée par l'Etat islamique. "La prison de Kangbaji a été attaquée par des ADF (Forces démocratiques alliées)", a déclaré Muhindo Bwakanamaha, maire de Beni. "Seule une centaine de détenus n'ont pas quitté la prison sur les 1455 qui s'y trouvaient".

ISLANDE : UNE PÉTITION POUR L'ADOPTION DE LA CONSTITUTION PARTICIPATIVE

Elle devait être la première Constitution participative au monde, mais n'a jamais vu le jour : une pétition très suivie a été déposée hier au Parlement islandais pour demander de relancer ce texte approuvé par un référendum en 2012 mais depuis resté au stade de projet. Mise en circulation il y a quatre mois, la pétition intitulée "Où est la nouvelle Constitution ?" a dépassé les 43 000 signataires à sa clôture lundi soir à minuit, soit 12% de la population islandaise.

Guinée : un scrutin présidentiel sans anicroches

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Contrairement à ce que craignaient beaucoup d'observateurs, l'élection présidentielle en Guinée s'est déroulée sans incidents majeurs. C'est le constat fait par les grandes organisations régionales africaines en mission d'observation. Ceci, en dépit des soupçons d'irrégularités dénoncés par le leader de l'opposition, qui s'est auto-proclamé vainqueur sans attendre le résultat officiel.

Ainsi, pour le chef de la mission d'observation de la Cédéao, l'ancien Premier ministre du Cap-Vert José Maria Neves, "le processus électoral s'est déroulé dans la paix, conformément à la législation en vigueur en Guinée". Dans cette optique, il a lancé un "appel aux candidats à respecter les résultats issus des urnes". Tout en les exhortant à "recourir en cas de besoin aux voies légales pour le règlement de tout contentieux électoral".

Du côté de l'Union africaine (UA), le patron des observateurs sur place, l'ancien chef du gouvernement congolais (RDC), Augustin Matata Ponyo a dérogé le même satisfecit. A l'en croire, "l'élection est intervenue dans un contexte politique et électoral tendu, laissant craindre légitimement des risques de violences graves". Non sans noter que "la mission a cependant relevé avec satisfaction que malgré un tel risque, le scrutin s'est déroulé dans la transparence, la sécurité, le calme et la tranquillité. Tous les Guinéens remplissant les conditions de voter et qui se sont déplacés ont pu voter".

Malgré cet optimisme, tout le monde reste en alerte au lendemain de la proclamation unilatérale de sa victoire "dès le premier tour" par Cellou Dalein Diallo, alors que les résultats officiels ne sont pas attendus avant la fin de la semaine. Une déclaration qui a déclenché des scènes de liesse dans des quartiers de la banlieue de Conakry, fiefs de M. Diallo et de son parti, l'Union des forces démocratiques (UFDG), mais aussi des violences.



Les observateurs africains ont salué le bon déroulement du vote.

"Alors que des jeunes célébraient pacifiquement la victoire, les forces de sécurité ont tiré sur la foule, entraînant la mort de trois jeunes garçons et plusieurs blessés par balles", a écrit M. Diallo

sur les réseaux sociaux. Il a parlé de "nouveaux crimes à mettre à l'actif d'Alpha Condé", le président sortant qui brigue à 82 ans un troisième mandat consécutif malgré des mois de contestation

sanglante.

A noter que l'issue de l'élection à laquelle concouraient 12 candidats devrait se jouer entre M. Condé et M. Diallo, 68 ans, rivaux de longue date.

La crainte d'un vote "volé"



Les deux candidats du temps de leur entente.

J.O.
Libreville/Gabon

Si le vote lui-même s'est déroulé dans le calme, il n'empêche que les deux principaux protagonistes se regardent en chiens de faïence. Surtout que ledit scrutin a été précédé par des mois de tensions meurtrières et une campagne acrimonieuse. Donnant l'impression générale qu'aucun des

candidats n'est prêt à accepter sa défaite.

Ainsi, les mois derniers, les manifestations de l'opposition contre un troisième mandat de M. Condé ont été durement réprimées. Faisant des dizaines de morts civils, même si les points de vue divergent sur les chiffres et les responsabilités. Dans cette optique, Cellou Dalein Diallo et son parti se sont constamment dits inquiets que le président sor-

tant, Alpha Condé ne leur "vole" la victoire en trichant, comme cela fut le cas, selon eux, aux présidentielles de 2010 et 2015. Une méfiance totalement ravivée par la modification de la Constitution en mars dernier.

Une crainte de perdre qui a certainement conduit le leader de l'opposition à se déclarer vainqueur au lendemain du vote. Cependant, l'organe chargé d'organiser les élections, la Ceni, a jugé cette proclamation "prématurée", "nulle et de nul effet". Dans la foulée, les Nations unies, l'Union africaine et la Cédéao ont également jugé "regrettables" les annonces anticipées de résultats. Considérant qu'elles ne sont pas "de nature à préserver le calme qui a globalement prévalu". Le parti de M. Condé a lui aussi condamné cette proclamation et appelé ses partisans au calme dans l'attente des résultats officiels.